



DDI

DDT(M) - DDETS - DDETSPP - DDPP



Formation Spécialisée Santé Sécurité Conditions de Travail (F3SCT) des DDI Du 16 novembre 2023

Les projets immobiliers :

- Cité administrative de Lille

La secrétaire générale adjointe de la préfecture présente un projet d'envergure, qui rassemble 19 services de l'État et 1 900 agents en un même lieu dans une construction neuve.

L'UNSA regrette que ce projet ne fasse pas apparaître les impacts sur les conditions de travail des agents et les retentissements en matière de vie personnelle. Elle demande si l'étude d'impact préalable a été réalisée et si le télétravail est un argument qui a été pris en compte pour justifier l'abandon de bureau individuel et la diminution des places de parking.

L'administration n'a donné aucune réponse à nos questions.

- DDTM de Toulon

Le secrétaire général de la préfecture présente un projet de déménagement des services de la DDTM de Toulon dans un site rénové. Ce projet date de 2019, mais la consultation des instances locales n'a été faite qu'en 2023. Face à l'absence de réponse aux questions récurrentes des organisations syndicales (OS) et à l'incurie de l'administration, la Première Ministre et les Ministres du périmètre de l'ATE ont été saisis. Une pétition signée par 92 % des agents a été jointe aux saisines de l'intersyndicale.

L'UNSA, sur ce dossier, dénonce et déplore :

- un simulacre de dialogue social et une enveloppe budgétaire gelée ne permettant aucune adaptation ou modification du projet ;
- une absence de prise en compte en amont des questions relatives au désamiantage des bâtiments, au respect des normes environnementales (bruit, pollution) ;
- la non prise en compte des besoins des agents liés à la spécificité des missions ;
- l'absence d'enquête mobilité auprès des agents qui génère une insuffisance du nombre de places de stationnement.

- Cité administrative de Rouen

Le projet est présenté par le directeur adjoint de la DDTM, service qui a été à l'origine de l'étude. L'ensemble de la cité est rénové en différentes tranches de travaux. Les opérations de désamiantage ont été menées notamment sur les sols. Ce projet concerne 1 200 agents et 1 900 à terme. Dans le cadre de la co-activité, des plans de prévention ont été mis en œuvre.



UNSA Fonction Publique, 21 rue Jules Ferry, 93177 Bagnolet CEDEX
01 48 18 88 29 – unsa-fp@unsa.org – www.unsa-fp@unsa.org



L'UNSA fait remarquer que les impacts sur la santé et la sécurité des agents ont été pris en compte en amont et que des solutions pertinentes ont été mises en œuvre, ceci dans un projet où l'État a pu utiliser les compétences de ses agents en la matière.

Pour l'UNSA, le dialogue social, aux bons niveaux et au bon moment, permet d'améliorer la qualité de vie et les conditions de travail des agents, et évite des situations de blocage.

Les représentants du personnel demandent à réaliser des visites de sites dans le cadre des missions de cette formation spécialisée, mais la DGAFP a informé l'administration que les F3SCT de réseau n'avaient pas cette attribution.

L'ensemble des organisations syndicales faisant remarquer que le principe des visites de sites avait été accepté lors d'une précédente réunion et demandant communication de l'analyse de la DGAFP, la présidence accepte la possibilité d'une visite de site après saisine de la F3SCT par une instance locale.

L'UNSA signale la problématique du déménagement de la DDPP du Gard à Nîmes qui est prévue dans un bâtiment présentant des risques pour la sécurité des agents. Une réunion avec le nouveau préfet est prévue début décembre.

L'UNSA transmettra les éléments par mail en amont de cette réunion.

Présentation de la feuille de route :

La feuille de route a été construite à l'occasion de plusieurs groupes de travail.

Le premier groupe de travail sur la Qualité de Vie et Conditions de Travail (QVCT) concerne la mise en place d'un nouveau baromètre social.

Pour l'UNSA, ce groupe de travail ne doit pas se limiter à la création du baromètre social mais les thématiques évoquées devront faire l'objet de plan d'actions et être déclinées dans de nouveaux groupes de travail.

La Présidente y répond favorablement.

Tableau de suivi des demandes des membres de la F3SCT :

Concernant les difficultés rencontrées par les contractuels du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire (MASA), notamment l'absence de rémunération due au retard de signature des contrats, le ministère dit ne pas avoir connaissance de problèmes.

Pourtant, l'UNSA fait remonter régulièrement les difficultés que rencontrent ces agents qui sont parfois dans des situations très préoccupantes.

Questions diverses

L'UNSA revient sur la situation des agressions des IPCSR pour laquelle l'administration n'a, à ce jour, apporté aucune réponse si ce n'est des attentes d'avis juridiques. Elle demande que des points d'étapes réguliers sur l'avancement de la protection des agents et des mesures de prévention des agressions dont ils sont victimes soient présentés lors des réunions de cette instance.



DDI

DDT(M) - DDETS - DDETSPP - DDPP



Déclaration liminaire UNSA FS du CSA des DDI du 16 novembre 2023

Madame la Présidente,

Mesdames, Messieurs,

À l'occasion de cette réunion de la Formation Spécialisée Santé Sécurité au Travail du CSA de réseau des DDI, vous allez nous présenter la feuille de route qui sera la colonne vertébrale des travaux de cette instance. L'UNSA Fonction Publique tient à vous rappeler son attachement à la déclinaison du plan santé au travail dans la fonction publique.

Pour construire le plan d'actions de cette feuille de route et permettre à nos représentants de participer activement aux instances et réunions de travail, nous vous rappelons la nécessité de disposer d'un agenda complet et fiable très rapidement. Les dates des prochains groupes de travail doivent être fixées au plus tôt et une programmation annuelle nous semble indispensable.

De même, les difficultés que vos services pourraient éventuellement rencontrer ne peuvent justifier de manière récurrente la transmission tardive ou incomplète des documents, indispensable à une préparation efficace des points de l'ordre du jour de la F3SCT ou des GT.

Concernant l'ordre du jour de cette instance, l'UNSA constate que les sujets immobiliers posent localement nombre de difficultés. Nous avons tous des exemples où, sous prétexte d'améliorer la performance énergétique des bâtiments ou de concentrer les différents services sur un même site, la qualité de vie et les conditions de travail des agents ont été dégradées et leurs répercussions négatives sur la santé des agents sont mesurables.

En général, les instances locales sont, hélas, consultées trop tardivement comme l'UNSA Fonction Publique l'a maintes fois dénoncé. La consultation est souvent informative car le projet et le budget de l'opération sont déjà définis et ne peuvent plus être amendés. La discussion se limite alors à traiter des éléments périphériques du projet, ce qui réduit à portion congrue les améliorations possibles. Cette insuffisance de dialogue social local peut être à l'origine de RPS pour les agents concernés.

L'UNSA attire encore une fois votre attention sur l'augmentation des situations à Risques Psycho Sociaux dans le périmètre des DDI. Les dispositifs déployés en 2014 ont été oubliés en raison des réorganisations incessantes de services. Combien de DDI n'ont pas, ou plus, de dispositif de soutien ? Combien d'agents n'ont plus accès à la médecine de prévention ? Cette thématique ne peut plus être occultée et son traitement devient prioritaire.

L'UNSA, dans ce cadre, tient à remettre en lumière la situation des inspecteurs du permis de conduire exposés à des faits de violence externe en augmentation inquiétante. L'administration a annoncé ce chantier comme prioritaire à plusieurs reprises, et notamment au cours d'une réunion le 28 juillet dernier, mais pour autant aucune mesure n'a été présentée et les seules réponses fournies sont des attentes d'avis juridiques. Il est donc primordial pour l'UNSA que ce sujet avance enfin.

Concernant la formation des membres des instances, nous avons été informés de l'annulation par le prestataire de plusieurs sessions prévues cette fin d'année pour des raisons organisationnelles et d'agenda. Dans certains départements, les sessions ont été annulées au dernier moment, et ceci à plusieurs reprises. À ce jour, l'objectif de former l'ensemble des membres des CSA et F3SCT semble loin d'être atteint. L'UNSA réitère donc sa demande de disposer d'un bilan quantitatif et qualitatif au plus vite. Elle souhaite connaître les mesures correctives mises en place pour pallier ces insuffisances et permettre l'accès à cette formation à tous les représentants siégeant en instances.

Je vous remercie de votre attention.